

LES ÉLUS DES TERRITOIRES APPELLENT À LA RECONSTRUCTION DU CONTRAT SOCIAL

Nous, Présidentes et Présidents de régions, de Départements et Maires condamnons avec la plus grande fermeté les actes de violence qui ont été commis lors des manifestations de samedi à Paris et dans les grandes villes de province.

Mais ces actes inacceptables ne doivent pas étouffer l'expression sincère d'un réel malaise social. Le mouvement des gilets jaunes montre l'incompréhension croissante de celles et ceux de nos concitoyens qui sont liés à un territoire et à un mode de vie, dont les repères sont ébranlés par la disparition progressive des mécanismes redistributeurs, et qui redoutent un certain déclassement social.

La société de l'égalité des chances annoncée par le Président de la République n'est pas ressentie comme telle par de nombreux Français. Il faut savoir en prendre acte, écouter ce qui est dit et répondre par des orientations nouvelles. Nos compatriotes ne contestent pas l'urgence environnementale, mais ils ont le sentiment que l'effort principal est demandé à ceux qui ont le moins de moyens pour y contribuer.

Plus encore que les politiques conduites depuis la crise de 2008, c'est, depuis quelques mois, la méthode de gouvernement qui a ajouté au ressentiment général la sensation d'un manque de considération. Trop de Français se sont sentis incompris et ignorés comme si leur situation était le résultat de leur manque d'implication ou de compréhension de la société moderne. Malgré nos alertes tirées de notre connaissance du terrain, le gouvernement n'a pas pris en compte ces angoisses.

Nous, élus des collectivités locales, qui avons tous rencontré dans nos territoires des représentants des gilets jaunes, nous voyons bien que leur révolte est l'expression d'un ras le bol d'autant plus inquiétant que les corps intermédiaires qui auraient pu servir de régulateurs ont été jusqu'à maintenant écartés de ce dialogue nécessaire.

Dans ce contexte, nous, Présidentes et Présidents de régions, de Départements et Maires :

1 - interpellons avec gravité le gouvernement pour qu'il mesure lucidement la réalité de la situation et appelons à des gestes forts et immédiats, préalables à toute forme de discussion qui sans cela sera totalement improductive. Ces gestes doivent d'abord toucher le pouvoir d'achat, et c'est à l'État de faire le choix des bonnes mesures. Le moratoire sur la hausse des taxes sur les carburants est un préalable indispensable mais n'est plus la seule réponse à la hauteur des enjeux.

L'Etat doit aussi décider d'un moratoire absolu sur la fermeture des services publics dans tous les territoires et pour tous types de services (santé, éducation, police et gendarmerie, trésoreries..) : le monde rural comme les secteurs urbains les plus

défavorisés doivent bénéficier d'un niveau de services publics répondant aux difficultés qu'ils connaissent et aux attentes des habitants concernés. L'Etat doit enfin redonner aux acteurs du logement social les moyens d'agir dont il les a privés, au risque d'une grave crise supplémentaire à venir.

2 - appelons le Président de la République à co-construire un nouveau contrat social adapté aux enjeux du monde actuel, caractérisé autant par la montée des inégalités sociales que par le réchauffement climatique. C'est une occasion historique de redonner du souffle à la démocratie autour d'un vrai partenariat avec les collectivités, les partenaires sociaux et tous les corps intermédiaires, pour que les citoyens retrouvent de la confiance et ne sentent pas mis à distance des politiques qui les concernent directement.

3 - demandons qu'il engage à cet effet une grande concertation, qui soit la plus décentralisée possible, pour laisser s'exprimer les colères et les attentes et pour construire avec l'appui des élus locaux des propositions de solution adaptées à la réalité des territoires et aux aspirations des citoyens, définies par eux-mêmes.

4 - considérons que la maîtrise du réchauffement climatique n'est pas antinomique de la justice sociale, et que la politique de transition écologique doit être redistributive (par les activités économiques qu'elle peut générer ou par la diminution de la facture énergétique sur les besoins fondamentaux) et non punitive. À cet effet, nous appelons au lancement immédiat d'un grand chantier sur la fiscalité écologique pour la rendre plus juste, plus efficace, et instituer une obligation de transparence dans l'utilisation des prélèvements effectués au titre de la lutte contre le réchauffement climatique, de la dépendance aux énergies fossiles et de la gestion des ressources en eau.

5 – demandons que le gouvernement engage une nouvelle et profonde étape de décentralisation pour mettre fin à la contradiction entre un niveau de prélèvements obligatoires extrêmement élevé et le sentiment des citoyens d'être abandonnés par l'État dans les territoires. Nous appelons à une nouvelle gouvernance territoriale reposant sur un principe de confiance envers les élus de terrain et qui conduise à un basculement des responsabilités de proximité vers les collectivités, sans doublons avec les services et les compétences de l'Etat. Nous souhaitons l'engagement rapide d'une négociation entre l'Etat et les collectivités territoriales sur cette nouvelle étape de la décentralisation.

C'est au prix d'une sincère remise en question des méthodes, des moyens et des objectifs que le gouvernement pourra retrouver la confiance du pays, le respect des citoyens et la possibilité d'agir. Les élus locaux, soucieux du bon fonctionnement des institutions de la République peuvent apporter au dialogue national, la force de leur implantation sur le territoire et leur lien direct avec leurs concitoyens pour trouver dans la confiance et l'écoute l'apaisement dont la France a besoin aujourd'hui. Ils se tiendront aux côtés de l'Etat, s'il le souhaite, pour faciliter l'accomplissement de cette mission qui est de la responsabilité de tous les Français.